

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 2 JUILLET 1909.

Proposition de loi augmentant d'un juge le personnel du tribunal
de première instance de Verviers (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. MONVILLE.

MESSIEURS,

Cette proposition émane de l'initiative des trois députés de l'arrondissement de Verviers.

Elle est appuyée par une pétition signée du bâtonnier et de tous les membres du Conseil de l'ordre des avocats, et nous croyons utile de reproduire cette pétition, parce qu'elle émane de personnalités dont la préoccupation essentielle est de collaborer à l'œuvre de la justice.

Ce n'est d'ailleurs pas un mystère que les membres du tribunal insistent vivement pour que la proposition soit adoptée.

Verviers, le 8 juin 1909.

A Messieurs les Députés, membres de la section spéciale de la Chambre des Représentants, chargés de l'examen du Budget de la Justice.

MESSIEURS,

Le Conseil de l'ordre des avocats de Verviers, au nom du barreau tout entier, a l'honneur d'insister auprès de vous pour obtenir que la proposi-

(1) Proposition de loi, n° 149.

(2) La Commission était composée de M. Nerinx, *président*, de Sadeleer, Hymans, Royer, Standaert, Van Der Linden et Monville.

tion de loi déposée sur le bureau de la Chambre par MM. Borboux, Mullendorff et Pirard, tendant à l'augmentation du personnel du tribunal de première instance de Verviers, soit votée au cours de la présente session.

« Multiples sont les raisons qui justifient le vote de cette proposition de loi : importance et nombre des affaires à solutionner, situation topographique de l'arrondissement de Verviers, rendant longues et laborieuses les instructions.

Ces raisons ont été excellemment exposées dans les développements de la proposition de loi.

Mais se plaçant à un point de vue spécial, soucieux avant tout du droit de la défense, des intérêts confiés à ses membres, le Barreau croit de son devoir de vous signaler les multiples inconvénients qui, à cet égard, résultent de la composition actuelle du tribunal de Verviers.

» Le nombre de demandes en divorce figurant au rôle du tribunal est considérable ; au dernier appel on en comptait 49. Cette multiplicité de demandes a nécessité la fixation de trois enquêtes par semaine.

» Or, toutes ces enquêtes en divorce sont exclusivement confiées aux juges suppléants, les juges, effectifs absorbés déjà par les devoirs des audiences, parvenant avec peine à diriger les enquêtes ordonnées dans les affaires ordinaires.

» Cette situation ne répond certes pas au vœu de la loi sur l'organisation judiciaire.

» Le nombre restreint de juges oblige les juges d'instruction à prendre siège alternativement pendant quinze jours. Il arrive donc fréquemment qu'un magistrat soit appelé à juger une affaire qu'il a instruite au cabinet d'instruction.

» Il faut reconnaître que ce fait est de nature à porter une grave atteinte aux droits de la défense des prévenus.

» N'est-il pas malaisé au magistrat qui, au cours de l'instruction s'est formé une opinion sur l'affaire à juger, de s'en remettre uniquement aux impressions de l'audience pour étayer son jugement ?

» D'autre part, le juge d'instruction ne siégeant que pendant une quinzaine, il arrive fréquemment que dans les affaires commencées, mais non terminées, les débats soient postposés à trois ou quatre semaines.

» Que reste-t-il alors des premiers débats ?

» Tous les magistrats ont perdu la notion nette et précise des détails de l'affaire, et il ne leur reste qu'un vague souvenir de l'instruction précédemment faite.

» Une bonne organisation judiciaire exige impérieusement que des situations aussi anormales disparaissent, et cela ne sera possible que par le vote de la proposition de loi soumise aux délibérations de la Chambre des Représentants.

» Le Barreau de Verviers a la certitude que le projet recevra votre agréa-

tion et il vous présente, Messieurs les Députés, l'assurance de sa profonde considération.

» *Le Secrétaire,*

» (S.) ARM. TERFVE.

Le Bâtonnier,

(S.) G. ANDELBROUCK.

» *Les membres du Conseil :*

» (S.) MAURICE WANKENNE,

» (S.) PH. FONSNY,

» (S.) ALPH. HANNOTTE,

» (S.) J. SOUBRE,

» (S.) HENRI MAQUINAY,

» (S.) J. PALET,

» (S.) N. PARISIS. »

Votre Commission a sans doute eu égard aux statistiques produites; mais elle ne méconnaît pas qu'il y a plusieurs manières de les dresser et attache plus d'importance aux considérations qui ont été exposées, tant dans les développements de la proposition de loi que dans la pétition de l'Ordre des avocats.

Deux de ces considérations lui paraissent essentielles :

D'abord la désorganisation du service des juges d'instruction résultant de ce que chacun des deux juges d'instruction de Verviers doit pendant une quinzaine occuper le siège.

Dans un arrondissement-frontière où les affaires pénales nécessitent une attention toute spéciale, l'interruption des instructions ou la transmission du dossier à un juge qui n'a pas reçu le procès-verbal constitue une évidente difficulté judiciaire; et à ce point de vue il y a lieu de remarquer que le tribunal de Mons, plus étendu, il est vrai, mais qui, lui aussi, a juridiction sur un arrondissement-frontière, bien que n'appartenant, comme le tribunal de Verviers, qu'à la deuxième classe, comprend onze magistrats, dont deux s'occupent exclusivement de l'instruction, tandis que le tribunal de Verviers ne comprend que sept magistrats, dont deux s'occupent de l'instruction.

Cette différence, ou plutôt cette insuffisance de personnel, rend indispensable, pour la formation des deux chambres, à Verviers, de recourir à l'un des juges d'instruction.

Les inconvénients de ce mode de procéder ne peuvent pas être niés.

D'autre part, notre organisation judiciaire ne comporte pas que l'on recoure d'une manière permanente aux juges suppléants; peut-être examinera-t-on un jour l'utilité d'introduire dans notre législation, en ce qui concerne les juges suppléants, un système analogue au système français.

Mais dans l'état actuel des choses, il faut bien reconnaître que très souvent les juges suppléants ne rendent, au point de vue de l'audience, que des services que l'on peut comparer à ceux des avocats assumés.

A Verviers cependant on leur donne un rôle plus important et qui paraît peu compatible avec leur institution. On les charge des enquêtes en matière

de divorces et de séparations de corps. Or, le nombre de ces demandes est considérable dans l'arrondissement.

La statistique judiciaire (édition Larcier) signale, en effet, ce qui suit :

	1903	1904	1905	1906	1907
Bruges	21	8	9	17	13
Courtrai	11	19	12	9	11
Namur.	21	14	22	12	16
Verviers	46	55	58	55	51
Pages	224	236	230	234	300

Enfin, en 1907-1908, à Verviers, on a présenté 90 demandes en divorce et 15 demandes en séparation de corps.

D'octobre 1908 au 1^{er} janvier 1909 : 70 demandes en divorce et 12 demandes en séparation de corps.

Le nombre des enquêtes est considérable : en 1907-1908 il fut de 75.

Depuis le 1^{er} octobre 1908 jusqu'au 1^{er} janvier 1909 il fut de 80.

D'autre part, le nombre des affaires civiles augmente évidemment, puisque l'arriéré s'accroît :

En 1906, il était de 160 affaires.

— 1907, — 177 —

— 1908, — 217 —

Et l'on ne peut évidemment pas le reprocher au tribunal qui, à la date du 7 avril 1909, avait rendu cent jugements civils de plus que l'année précédente à pareille date.

Votre commission spéciale, à l'unanimité, sauf une abstention, déterminée par des considérations étrangères à la proposition concernant Verviers, conclut à l'adoption du projet de loi.

Elle se base, pour conclure ainsi, sans doute, sur les statistiques, mais essentiellement sur l'utilité qu'il y a de ne point diminuer le rôle des juges d'instruction, en les empêchant de remplir leur mission, et de ne pas laisser à des juges suppléants la direction si importante de certaines enquêtes.

Le Rapporteur,

MONVILLE.

Le Président,

E. NERINCX.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 2 JULI 1909.

Wetsvoorstel waarbij het personeel der rechtbank van eersten aanleg te Verviers wordt vermeerderd met een rechter⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER MONVILLE.

MIJNE HEEREN,

Dit voorstel gaat uit van de drie afgevaardigden van het arrondissement Verviers.

Het wordt gesteund door een verzoekschrift, ondertekend door den stafhouder en door al de leden van den Raad der advocatenorde. Wij achten het raadzaam dit verzoekschrift over te nemen, omdat het is opgesteld door personen wier hoofdzakelijk inzicht het is, tot het werk van het gerecht het hunne bij te dragen.

Het is overigens geen geheim dat de leden der rechtbank sterk aandringen opdat het voorstel worde aangenomen.

« Verviers, 8 Juni 1909.

» *De Heeren Volksvertegenwoordigers, leden van de bijzondere afdeling van de Kamer der Volksvertegenwoordigers, belast met het onderzoek van de Begrooting van Justitie.*

» MIJNE HEEREN,

» Namens de gansche Balie, heeft de Raad der advocatenorde te Verviers de eer bij u aan te dringen opdat het wetsvoorstel, bij de Kamer ingediend door de heeren Borboux, Mullendorff en Pirard, en waarbij het personeel der

(1) Wetsvoorstel, n^o 149.

(2) De Commissie bestond uit de heeren Nerinx, voorzitter, de Sadeleer, Hymans, Royer, Standaert, Van der Linden en Monville.

rechtbank van eersten aanleg te Verviers wordt vermeerderd, nog in dit zittingsjaar zou goedgekeurd worden.

» Vele redenen billijken de goedkeuring van dit voorstel : de gewichtigheid en het getal der op te lossen zaken, de topografische ligging van het arrondissement Verviers, die het onderzoek der rechtzaken langdurig en lastig maakt.

» Deze redenen zijn op uitmuntende wijze uiteengezet in de toelichting van het wetsvoorstel.

» Doch, uitgaande van een bijzonder standpunt, vooral bezorgd om het recht der verdediging, om de haren leden opgedragen belangen, rekent de Balie het zich tot plicht U te wijzen op de talrijke bezwaren, die in dit opzicht voortspruiten uit de tegenwoordige samenstelling der rechtbank te Verviers.

» Een aanzienlijk getal eischen tot echtscheiding staan op de rol der rechtbank ; bij de jongste oproeping waren er 49. Ten gevolge van die menigvuldige eischen, moesten drie getuigenverhooren per week worden gehouden.

» Al deze verhooren in zake van echtscheiding worden uitsluitend door plaatsvervangende rechters gehouden, omdat al de tijd der werkelijke rechters wordt ingenomen door hunne ambtsplichten ter zitting en dat zij ternauwernood het getuigenverhoor in gewone zaken kunnen leiden.

» Deze toestand strookt voorwaar niet met de bedoeling der wet op de rechterlijke inrichting.

» Het beperkt getal rechters verplicht de onderzoeksrechters, om de beurt gedurende vijftien dagen te zitten. Zoo gebeurt het vaak dat een magistraat heeft te oordeelen over eene zaak, door hem als onderzoeksrechter behandeld.

» Dit feit, men zal het bekennen, is van aard om de rechten van de verdediging der beklaagden erg te schaden.

» Valt het een magistraat, die tot eene overtuiging kwam tijdens het onderzoek, bij het oproepen van de zaak niet moeilijk, enkel rekening te houden met de indrukken ter zitting en daarop zijn oordeel te vestigen?

» Daar anderdeels de onderzoeksrechter slechts vijftien dagen zit, worden de aangevangen, doch niet afgelopen zaken meermaals uitgesteld voor drie of vier weken.

» Wat blijft er dan nog over van de eerste debatten?

» Het klaar en duidelijk begrip van de bijzonderheden der zaak is al de magistraten uit het hoofd gegaan ; zij behouden slechts eene flauwe herinnering aan het vroegere onderzoek.

» Eene goede inrichting van het gerecht vergt dringend dat zulke onregelmatige toestanden ophouden ; dit kan enkel geschieden, zoo het aan de Kamer der Volksvertegenwoordigers voorgelegd ontwerp wordt aangenomen.

» De Balie van Verviers houdt er zich van overtuigd dat gij zult instem-

men met het ontwerp en biedt u, Heeren Volksvertegenwoordigers, de betuiging harer hoogachting aan.

» *De Secretaris,*

De Stafhouder,

» (O.) ARM. TERFVE.

(O.) G. ANDELBROUCK.

» *De leden van den Raad :*

» (O.) MAURICE WANKENNE,

» (O.) PH. FONSNY,

» (O.) ALPH. HANNOTTE,

» (O.) J. SOUBRE,

» (O.) HENRI MAQUINAY,

» (O.) J. PALET,

» (O.) N. PARISIS. »

Voorzeker lette uwe Commissie op de voorgebrachte statistieken ; evenwel ontveinst zij zich niet dat men ze op onderscheidene wijze kan opmaken. Ook hecht zij meer belang aan de beweegredenen, ontwikkeld in de toelichting van het wetsvoorstel en in het verzoekschrift der Advocatenorde.

Twee van die bedenkingen schijnen haar hoofdzakelijk toe :

Vooreerst, de ontreddering van den dienst der onderzoeksrechters, dewijl elk van de twee onderzoeksrechters te Verviers gedurende een veertiental dagen moet zitten.

In een grensarrondissement, waar de strafzaken eene gansch bijzondere oplettendheid vergen, levert het blijkbaar bezwaar op voor het gerecht, zoo het onderzoek wordt onderbroken of het dossier wordt overgemaakt aan een rechter die het proces-verbaal niet ontving. In dit opzicht dient te worden aangemerkt dat de rechtbank te Bergen, wel is waar meer uitgestrekt, doch insgelijks rechtsmacht voerend over een grensarrondissement, ofschoon zij evenals de rechtbank van Verviers slechts tot de 2^e klasse behoort, elf magistraten telt; twee hunner doen uitsluitend het onderzoek, terwijl de rechtbank van Verviers slechts zeven magistraten heeft, waaronder twee zijn belast met het onderzoek.

Dit verschil, of liever dit tekort aan personeel, maakt het noodzakelijk dat, voor de vorming der twee Kamers te Verviers, een der twee onderzoeksrechters wordt werkstellig gemaakt.

De bezwaren van dergelijke handelingen zijn onloochenbaar.

Verder, onze rechterlijke inrichting duldt niet dat er gestadig beroep wordt gedaan op de plaatsvervangende rechters ; wellicht wordt eenmaal onderzocht of het niet nuttig ware in onze wetgeving, in zake van toegevoegde rechters, een dergelijk stelsel als het Fransche in te voeren.

Doch, zooals het thans is gesteld, valt het niet te ontkennen dat vaak de plaatsvervangende rechters voor de gerechtszitting geen andere diensten bewijzen dan de als rechters bijgenomen advocaten.

Te Verviers wordt hun echter eene veel gewichtiger taak opgedragen, die

weinig overeenkomt met hunne instelling. Zij worden er belast met getuigenverhoor in zake van echtscheiding en scheiding van tafel en bed. Welnu, in het arrondissement is het getal dier eischen aanzienlijk.

De rechterlijke statistiek (uitgave Larcier) geeft de volgende cijfers op :

	1903	1904	1905	1906	1907
	—	—	—	—	—
Brugge	21	8	9	17	13
Kortrijk	11	19	12	9	11
Namen	21	14	22	12	16
Verviers	46	53	58	55	51
Bladzijden	224	236	230	234	300

Eindelijk, in 1907-1908 werden ingediend 90 eischen tot echtscheiding en 15 tot scheiding van tafel en bed.

Van October 1908 tot 1 Januari 1909 : 70 eischen tot echtscheiding en 12 tot scheiding van tafel en bed.

Het getal getuigenverhooren was aanzienlijk : 75 in 1907-1908.

Van 1 October 1908 tot 1 Januari 1909, bedraagt het 80.

Anderdeels, vermeerderd het getal burgerlijke zaken blijkbaar, vermits de achterstallige toenemen :

In 1906.	160 zaken.
In 1907.	177 —
In 1908.	217 —

Dit is voorwaar niet te wijten aan de rechtbank, die tot 7 April 1909 honderd burgerlijke vonnissen meer had uitgesproken dan het vorige jaar op denzelfden datum.

Met eenparige stemmen min ééne onthouding, steunende op redenen vreemd aan het voorstel betreffende Verviers, besluit uwe Bijzondere Commissie tot goedkeuring van het wetsvoorstel.

Om tot dit besluit te geraken, steunt zij voorzeker op de statistieken, doch vooral hierop, dat het raadzaam is de zending der onderzoekrechters niet te verkleinen door ze te verhinderen hunne taak te vervullen, en niet de zoo gewichtige leiding van sommige getuigenverhooren over te laten aan plaatsvervangende rechters.

De Verslaggever,

MONVILLE.

De Voorzitter,

E. NERINCX.

